Exigeons les emplois nécessaires,
Imposons la résorption de la précarité,
Refusons le budget de pénurie !

L'enquête intersyndicale dans l'enseignement supérieur et la recherche publiée en février 2010[1] révélait la gravité des situations de précarité vécues par les collègues, leur diversité (doctorants, post-doctorants, administratifs, techniciens, …) et montrait une ampleur du phénomène bien supérieure aux chiffres officiels du ministère (23 % des effectifs ?). Aujourd'hui, la situation des précaires ne s'est pas améliorée, ce que traduisent les luttes des personnels (ENS, Paris VI, …). Les recours aux embauches de contractuels se multiplient et les réponses aux appels d'offre (ANR, Labex, Idex …) continueront de multiplier les recours à des CDD, sans perspective de recrutement sur un emploi permanent ; certains établissements d'enseignement passés aux Responsabilités et Compétences Elargies se sont engagés dans des non renouvellements de CDD, faute d'une masse salariale suffisante alors que d'autres ont embauché à de très bons salaires des contractuels.

Suite aux annonces de titularisation du président de la République il y a un an, le gouvernement propose aujourd'hui aux organisations syndicales de la Fonction Publique des négociations qui devaient débuter le 11 janvier. L'ensemble des organisations syndicales ont unanimement rejeté le document d'orientation proposé par le Ministère de la Fonction Publique, en décalage complet avec leurs revendications de titularisation : la titularisation serait réservée aux personnels bénéficiant déjà d'un CDI, et le recours aux CDD serait pérennisé et institutionnalisé sous la forme d'un « CDD de projet », baptisé « contrat à terme incertain » !. Elles ont demandé au ministre de revoir sa copie pour pouvoir négocier sur d'autres bases.

Pour nous, les emplois correspondant à des besoins permanents de la Fonction Publique, doivent être occupés par des fonctionnaires titulaires. Il faut donc des mesures de titularisation, ouvertes à tous les agents non-titulaires qui le désirent, sous les formes les plus appropriées à définir. Nous ne pouvons nous contenter de quelques vagues promesses d'accès à un CDI qui ne concerneraient que peu de personnels.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche comme dans le reste des fonctions publiques, le recours croissant aux agents non titulaires n'est pas acceptable. Il faut un plan de créations d'emplois dans toutes les catégories de l'Enseignement Supérieur et la Recherche, et plus généralement dans la Fonction Publique, au lieu des suppressions annoncées au budget 2011 et pour les suivants. Si l'Enseignement Supérieur et la Recherche ne subissent pas officiellement de suppressions, du fait des possibilités offertes par la LOLF et la loi LRU certains emplois seront laissés vacants au niveau des établissements et des organismes faute de dotation suffisante en masse salariale pour recruter.

Dans l'Education nationale, les 16 000 suppressions mettent en cause l'avenir des jeunes (fermetures de classes, disparition des Réseaux d'Aide Sociale à l'Enfance en Difficulté, suppressions de places en maternelle, baisse des dotations des collèges et lycées, réductions de postes et d'options, hausses d'effectifs dans les classes). Elles privent de nombreux étudiants de possibilités d'accès à un emploi d'enseignant. Pendant le même temps, les recrutés de 2010 dans les écoles, collèges et lycées sont placés dans des conditions très difficiles, vu l'insuffisance de leur formation professionnelle initiale et des étudiants inscrits en Master risquent d'être dans l'impossibilité de le valider, faute de pouvoir effectuer un stage.

POUR :

- **L'arrêt des suppressions d'emploi et la création de tous les emplois nécessaires**
- **Un plan de titularisation pour tous les agents non titulaires**
- **La limitation drastique et l'encadrement des recrutements d'agents contractuels**
- **Des mesures immédiates pour que les droits des non titulaires soient respectés effectivement partout**
- **Un tout autre budget 2011 à la hauteur des besoins des établissements et des laboratoires**

PARTICIPEZ AUX ACTIONS :

- **<u>Jeudi 20 Janvier</u> contre la précarité, avec les autres personnels des Fonctions Publiques : rassemblements, manifestations**
- **<u>Samedi 22 Janvier</u>, avec les personnels, les lycéens, les étudiants et leurs parents, journée nationale de mobilisation à l'appel du collectif « *L'éducation est notre avenir* »**

<u>Signataires</u> : FSU (SNESUP- SNCS – SNEP - SNASUB) – CGT (FERC'Sup – SNTRS – CGT INRA) – UNSA (Sup'Recherche – SNPTES) – Solidaires (Sud Recherche EPST – Sud Etudiant) – CFTC Recherche – UNEF – SLR – SLU

---

[1] http://www.precarite-esr.org/spip.php?rubrique1